

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Express

VIOLENCES ÉLECTORALES : LES "MAPANES" DISENT NON !



Photo : DR

CRIER haro sur les violences électorales et post-électorales à moins de 5 mois des élections générales à venir. Tel est l'exercice auquel s'est adonné, le week-end écoulé au Rond-point de la Démocratie, la Conférence de fédéraux des Mapanes du Gabon (CFMG) ; une plateforme regroupant 13 associations et 3 ONG, présente sur le territoire national. Benjamin Yembi et Elvis Oke [respectivement président de ladite plateforme et trésorier] ont saisi cette occasion pour sensibiliser les "enfants des quartiers sous-intégrés" à ne pas utiliser le langage de la violence, comme lors la précédente présidentielle. S'en est suivie la signature par l'assistance d'une charte des valeurs et d'un memorandum. L'occasion faisant le larron, les enfants du quartier se sont insurgés contre l'arrêt des travaux de réfection de la bretelle d'accès de ce quartier enclavé. Non sans solliciter des plus hautes autorités, en tête desquelles le président de la République, Ali Bongo Ondimba, la reprise du chantier.

ADERE : UN DOUBLE CONGRÈS POUR LES TRENTE ANS D'EXISTENCE



Photo : DR

Bon nombre d'observateurs avaient oublié l'existence de l'Alliance démocratique et républicaine (Adere), tant l'écurie de Didjob Divungui Di Ndingue s'est emmurée dans un total mutisme depuis 2014. Le week-end écoulé, ladite formation politique a tenu son 4e congrès extraordinaire couplé à son 6e congrès ordinaire en 30 ans d'existence. L'ancien vice-président de la République et les siens ont affiché leur volonté de répondre à "l'appel à la libération et la restauration de la dignité du peuple gabonais". La tête de file de l'Adere a saisi cette opportunité pour s'ériger en chantre de la fin de la "Françafrique" et dans la même foulée de suggérer une "offre politique de rupture". Une offre qu'il présente comme étant une solution "réparatrice et préventive des injustices et des hold-up électoraux". À noter que lesdits congrès se sont achevés dimanche dernier (Ndlr : une date correspondant à la célébration du 30e anniversaire de l'Adere).

HAUTS-COMMISSAIRES : RETOUR SUR LE TERRAIN

Comme elle l'avait fait voilà un mois avec la Ngounié, une délégation de hauts-commissaires de la République, conduite par Michel Essonghe, va sillonner à partir de ce lundi le Moyen-Ogooué, en commençant par son chef-lieu Lambaréné, deuxième étape d'un périple à travers le pays. Manière pour elle d'aller au plus près des populations, conformément à la feuille de route qui avait été prescrite aux membres de cette institution et au triptyque à la base de leur mission : écoute-proximité-pragmatisme. Occasion donc de procéder au suivi-évaluation de l'action politique du chef de l'État et des politiques publiques. De même, ils apprécieront directement les attentes et préoccupations de leurs concitoyens de toutes les couches sociales.

YFI

Tournée républicaine : entre soutien et attentes

René AKONE DZOPE
Port-Gentil/Gabon

LA tournée du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, a pris fin samedi dernier. De Port-Gentil à Omboué en passant par Gamba, Ndougou et Mpage, il a été accueilli dans la même ferveur par des populations en liesse. Certaines l'avaient attendu en septembre 2022 avant qu'il n'écourte son séjour. Ce fut pour ces dernières une session de rattrapage que nombreux n'ont voulu rater sous aucun prétexte. Les différents interlocuteurs ont saisi l'occasion pour exprimer à leur hôte, leurs desiderata. Tous soigneusement repris au cours de l'audience qu'il a accordée aux sages et notables de la capitale économique. Ils portent essentiellement sur le chômage des jeunes, la revalorisation des retraites, la santé, l'éducation, les transports terrestres, maritime, fluvial et lagunaire, l'environnement... Dans le domaine économique par exemple, le porte-parole des notables relève : "après la crise sanitaire, la cité pétrolière ne



Photo : RAD

Le président de la République posant au sortir de sa rencontre avec les populations d'Omboué.

s'est toujours pas réveillée de son sommeil économique : chômage persistant, entreprises en difficulté, travailleurs licenciés, etc. ". Et de souligner : "Toutefois, Monsieur le président de la République, les Portgentillais et Portgentillaises placent leurs espoirs dans une reprise économique sous votre haute impulsion à travers le Plan d'accélération de la transformation ". " Il y a six mois, lors de votre dernière visite républicaine, a poursuivi l'orateur, le problème de l'achèvement de la route Port-Gentil-Omboué avait été évoqué. Les populations, a-t-il soutenu, constatent, à ce jour, que les 6 kilomètres du tronçon

Forasol-Mbega restent toujours inachevés". Dans les localités d'Omboué et de Ndougou, les réhabilitations du centre de pêche, pour le premier, et du centre de santé pour le second sont les principaux centres d'intérêt. Ici comme ailleurs, en rappel, l'objectif est de prendre le pouls de la population afin de mieux cerner ses attentes, province par province, localité par localité, et y apporter les réponses appropriées ; mais aussi de constater de visu les avancées des différents chantiers lancés afin d'améliorer les conditions de vie des populations et y apporter les compléments et correctifs nécessaires, si besoin.

Miroir du gouvernement Inverser la tendance !

DE nombreux observateurs de la vie politique nationale s'accordent à reconnaître qu'un des défis majeurs que devrait relever le gouvernement est de trouver à court, moyen et long termes, les voies et moyens de freiner le flux des jeunes bacheliers gabonais contraints chaque année d'aller poursuivre leurs études supérieures hors de nos frontières. Car, selon eux, à la suite de l'assassinat présumé de notre jeune compatriote Jeannah Danys Dinabongho Ibouanga, 17 ans, étudiante en génie mécanique à l'université de Karabük, en Turquie, le 26 mars dernier, il y a véritablement urgence à agir. Surtout que dans le même temps, ce sont des bacheliers, à peine sortis de l'adolescence, qui sont confrontés aux dures réalités des études à l'étranger, loin du cocon douillet de leurs familles. Si ce phénomène était tout à fait compréhensible il y a plusieurs décennies en arrière, il l'est moins de nos jours. Vu qu'entre-temps, notre pays s'est doté d'un système d'enseignement supérieur qui lui a permis, bon an mal an, de former des cadres, des agents de maîtrise et autres ouvriers de très bonne facture. Que de nombreux parents se sentent obligés, de nos jours, de se saigner à blanc, afin d'envoyer leur

progéniture aller étudier le commerce international, la gestion, la médecine, le génie mécanique, et que sais-je encore, c'est que, indubitablement, ils manifestent une sorte de défiance vis-à-vis de nos universités et autres grandes écoles. Et que dans le même temps, les pouvoirs publics, dans une certaine mesure, n'ont pas su prévoir et anticiper la survenue de la vague d'étudiants de plus en plus jeunes. Pour preuve, nos universités publiques, devenues des grands collèges, sont presque au bord de la rupture. Avec ceci qu'on ne sait vraiment plus à quoi correspond une année académique chez nous. Que des étudiants aillent poursuivre en cycle doctoral leurs cursus, ça passe encore. Mais pour des études en Licence 1, 2, ou 3 dans des disciplines dans lesquelles ils pouvaient être localement formés, c'est que le coche a été raté, quelque part. Au ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et du Transfert des technologies, le Pr Patrick Mouguiama-Daouda, et les politiques publiques en la matière, de faire en sorte d'inverser la tendance.

J KOMBILE.MOUSSAVOU